



**Évolution du personnel scolaire canadien des écoles primaires et secondaires**

<http://www.teachcan.ca>

*Financé par CRSH dans le cadre de son programme Grands travaux de recherche concertée*

**Le personnel scolaire au Canada**

*Une vue d'ensemble pour la période 1990-2005*

Jean-Guy Blais<sup>1</sup>  
Pierre-David Desjardins  
Soundiata Diene Mansa Ouedraogo

CRIFPE - Université de Montréal

Communication présentée au Colloque international de l'Association francophone d'éducation comparée, Lille , France

2006

---

<sup>1</sup> [jean-guy.blais@umontreal.ca](mailto:jean-guy.blais@umontreal.ca)



## **1. Introduction**

Depuis une dizaine d'années, les grandes agences statistiques à travers le monde ont fait des efforts particuliers pour, d'une part, rendre disponibles aux chercheurs les données de certaines enquêtes nationales et pour, d'autre part, faciliter l'exploitation de ces mêmes données en développant des procédures d'accès conviviales. L'objectif des travaux rapportés dans cette présentation doit être situé dans ces efforts de dissémination et d'appropriation des données colligées par les grandes agences statistiques. Plus particulièrement, cette présentation vise à rendre compte de travaux qui ont permis d'explorer et d'exploiter des données d'enquêtes de Statistiques Canada afin de documenter et de comparer la réalité des éducateurs canadiens pour les ordres d'enseignement primaire et secondaire durant la période 1990-2007.

Parmi l'ensemble des informations<sup>2</sup> actuellement extraites des bases de données de Statistiques Canada, nous avons sélectionné pour cette présentation les dimensions suivantes : les variations de la population d'élèves d'âge scolaire (1991-2026), les variations des effectifs enseignant à temps plein et à temps partiel, le ratio élèves/éducateurs, le salaire hebdomadaire, les heures habituellement et effectivement travaillées. Les tendances transversales sont illustrées en comparant les situations de chacune des provinces et territoires (lorsque les données le permettent).

---

<sup>2</sup> Informations que le lecteur pourra retrouver à l'adresse <http://www.teachcan.ca>



## **2. Les effectifs élèves du primaire et du secondaire au Canada 1991 - 2026**

Les variations de la population réelle des effectifs scolaires du primaire et du secondaire et les variations éventuelles de ces populations dans l'avenir selon les estimations de Statistiques Canada sont présentées aux tableaux et figures 1 et 2. On y retrouve ainsi les données et projections pour deux catégories d'âge scolaire, 5-13 ans et 14-18 ans, pour la période 1991-2026.

En s'intéressant plus particulièrement aux variations des effectifs par tranches d'âges, les données permettent de dégager une perspective plus précise, par exemple, du taux de natalité pour une période donnée. Les données présentant la population d'âge scolaire des 5-13 ans représentent *grosso modo* les effectifs des enfants fréquentant le niveau primaire du système scolaire. Le tableau et la figure 1 présentent ainsi les données et projections pour la population d'élèves de l'ordre primaire, *i.e.* 5-13 ans, pour la période 1991-2026.

À l'exception des provinces des maritimes et du Québec, les provinces connaissent une vague relativement marquée de hausse lors de la décennie 1991-2001. En général, toutefois, cette vague est immédiatement suivie par un creux lors de la période 2001-2011. Les provinces de l'Ontario et de la Colombie-Britannique surpassent l'ensemble du Canada avec une augmentation de 17% et 13% respectivement pour la période 1991-2001. Fait à noter, ces deux provinces seraient les seules à survivre au « creux » de la décennie 2001-2011 avec des augmentations de 5% et 8% par rapport à l'année 1991. Cependant la période 2011-2026 devrait s'accompagner



d'une autre période de croissance pour ces provinces alors qu'elles reprendront leur souffle pour culminer à +13% (Ontario) et +22% (Colombie-Britannique) d'écart par rapport à 1991.

Du côté de l'Alberta, la croissance des années 1990 (+8%) ne serait pas suffisante pour permettre à cette province de maintenir une certaine croissance après le creux 2001-2011 et afficherait une baisse de 4% en 2026. Dans une proportion plus forte, le Manitoba subit le même sort après avoir enregistré une plus faible augmentation (+4%) alors qu'il se stabilisera à 17% d'écart à partir de 2011. La jeune population de la Saskatchewan diminue dès 1996 pour se stabiliser aussi en 2011 à plus de 30% d'écart par rapport au taux de référence de 1991. Le cas du Québec est très similaire, affichant une stabilité soutenue jusqu'en 2001 avant de voir sa population de l'ordre primaire chuter de 20% de 2001 à 2011 et d'un autre 5% de 2011 à 2026 (pour un total de -25% entre 2001 et 2026).

Du côté des provinces maritimes, la Nouvelle-Écosse et l'Île-du-Prince-Édouard vont se retrouver dans des situations semblables au Québec avec des effectifs 5-13 ans plafonnant au cours des années 1990 et amorçant une chute par la suite jusqu'en 2026 qui s'avèrera importante pour l'Île-du-Prince-Édouard (-21%) et la Nouvelle-Écosse (-30%). Dans le cas du Nouveau-Brunswick et de Terre-Neuve-Labrador, la décroissance de ce secteur de population scolaire a déjà débuté dans le début des années 1990, contrairement au reste du pays, et les pertes sont importantes : les néo-brunswickois essuieront une perte de 40% des effectifs d'élèves de l'ordre



primaire tandis que Terre-Neuve et Labrador vont voir leurs effectifs amputés de plus de la moitié (53%).

Si nous nous intéressons à la situation pour l'ensemble du Canada, nous pouvons voir que le pays va bénéficier en quelque sorte de la forte vague de natalité (ou d'immigration) de quelques grandes provinces (Colombie-Britannique, Ontario et Alberta) au sortir du 20<sup>e</sup> siècle (croissance de 7%), pour subir par la suite les contrecoups de la dénatalité des provinces des Maritimes et des Prairies des années 2001-2011.

Il est possible d'avancer que la vague d'accroissement relatif qu'ont connue certaines provinces au tournant du siècle s'effectuera, pour la portion de niveau secondaire, selon un décalage d'une dizaine d'années par rapport à la portion du niveau primaire. Ainsi par exemple, en examinant le tableau et la figure 2, on observe que le cas du Québec illustre bien cette assertion alors que les effectifs de la population d'élèves de 14-18 ans y resteraient stables jusqu'en 2011, dix ans après le début du déclin des effectifs de la population des 5-13 ans. Dix ans plus tard, le déclin du secteur secondaire serait relativement similaire en s'échelonnant sur une dizaine d'années aussi pour se stabiliser en 2021, 20% plus bas que le niveau plancher de 1991. Du côté des autres provinces d'importance au pays, le cas de la Colombie-Britannique soutient cette même thèse de l'écart de dix ans, mais l'augmentation s'avère beaucoup substantielle pour les 14-18 ans alors que l'on observe que la population sera de 35% supérieure en 2011, par rapport à 1991, suivi d'un creux non significatif d'une dizaine d'année, freinant à peine la croissance démographique de la province, qui entreprendrait une nouvelle remontée dès



## Évolution du personnel scolaire canadien des écoles primaires et secondaires

<http://www.teachcan.ca>

*Financé par CRSH dans le cadre de son programme Grands travaux de recherche concertée*

2021 avec un effectif d'élèves qui se situerait aussi à +35%. Quant à l'Alberta, sa croissance fulgurante de la fin des années 1990 (+25% en 2001) serait suivie d'une baisse continue pendant la période 2001-2026, avec des effectifs projetés de +8% en 2026. Enfin, les effectifs de l'Ontario montrent une distribution similaire, puisque la crête de la courbe de croissance démographique se situerait aussi en 2011, quelque 10 ans après cette même pointe chez les 5-13 ans. La situation se « normaliserait » vers 2021, avec +12% d'écart par rapport à 1991 et tendrait vers un léger accroissement par la suite de quelque 3% en cinq ans pour culminer à +15% en 2026. Le Manitoba affiche une ponction dans sa population d'élèves de l'ordre secondaire qui s'échelonne de 2006 à 2016. Dans ce cas-ci, seulement cinq années séparent la baisse importante de population entre le niveau primaire et secondaire. Ainsi, on observerait en 2016 une baisse des effectifs de 16% par rapport à 1991 et ensuite une stabilisation autour de 18% jusqu'en 2026. La Saskatchewan subirait le même sort et après une croissance de 3% de ses effectifs entre 1991 et 2006, elle subirait à partir de 2016 une baisse de 23% de l'effectif d'élèves par rapport à 1991.

À l'autre bout du spectre canadien, parmi les provinces de l'Atlantique, l'Île-du-Prince-Édouard semble vouloir déjouer les pronostics négatifs de la région alors que sa population du niveau secondaire a connu une croissance d'environ 5% entre 1991 et 2001, pour ensuite décliner à partir de 2006 et elle se situerait à -20% en 2026. De son côté, la Nouvelle-Écosse semble résister au déclin démographique que connaît le secteur des Maritimes, avec une légère tendance à la baisse de 4% entre 1991 et 2006. Dès 2006 cependant, la population du secteur secondaire de la Nouvelle-Écosse devrait



connaître le même sort que la population du secteur primaire cinq années auparavant et chuterait en 2026 à 29% sous l'effectif d'élèves de 1991. Quant à Terre-Neuve-Labrador et le Nouveau-Brunswick, l'histoire se répète et les populations de ces provinces semblent se diriger vers une tendance très lourde de dénatalité alors que la première souffrirait d'un déficit de 57% en 2026, suite à une longue et constante descente. Quant au Nouveau-Brunswick, sa chute le mènerait à un écart de quelque 42% à pareille date.

### **3. Niveau de l'emploi, hommes femmes, 1990-2003**

Entre 1990 et 2003, la population totale d'enseignants<sup>3</sup> a augmenté au Canada de 30%, avec un bond significatif de 7% en 1998 et malgré une baisse de quelque 2% en 1991 (tableau et figure 3<sup>4</sup>). La Colombie-Britannique se démarque du reste des provinces dès 1994, affichant une augmentation de 36% par rapport à 1990. Cette poussée lui a permis de rester le chef de file jusqu'en 2003, alors que sa population enseignante culmine à presque 70% d'augmentation en treize ans. Une autre province qui se démarque est l'Île-du-Prince-Édouard, qui aurait connu une croissance similaire n'eût été d'un creux significatif en 1999 (une chute de 25%). Les seules provinces à enregistrer une perte dans leurs effectifs après treize ans sont Terre-Neuve-et-Labrador (-2.75%) et le Nouveau-Brunswick (-1.5%). La Nouvelle-Écosse aussi semblait traîner de la patte au cours des années 1990, avec un creux en 1996 (une baisse de 15%), mais une poussée dès l'année 2000 lui a permis de connaître une croissance non négligeable de

<sup>3</sup> Le terme enseignant est utilisé ici parce que c'est l'étiquette qui a été retenue par Statistiques Canada dans « l'Enquête sur la population active » qui est à la source des données présentées.

<sup>4</sup> Pour les figures 3 à 14, seules les grandes provinces de recensement sont retenues afin d'illustrer les tendances.



## Évolution du personnel scolaire canadien des écoles primaires et secondaires

<http://www.teachcan.ca>

*Financé par CRSH dans le cadre de son programme Grands travaux de recherche concertée*

plus de 16% pour l'exercice complet. Enfin, la situation de l'Alberta aurait été difficile n'eut été du bond important de quelque 19% seulement pour l'année 2001. En effet, la province aurait enregistré une croissance presque nulle de ses effectifs entre 1990 et 1999.

Lorsque l'on sépare les enseignants selon le genre et de façon proportionnelle, les résultats nous révèlent une réalité bien connue (voir les tableaux et figures 3, 4 et 5): la prédominance des femmes dans le secteur de l'enseignement. Lorsqu'on examine les tableaux et figures de plus près (3 versus 4 et 5), on remarque que les résultats regroupant les deux genres sont similaires, en proportion, à ceux des enseignants femmes uniquement. Le cas particulier de la Colombie-Britannique, qui a affiché une augmentation de 70% de ses effectifs totaux en treize ans, n'y échappe pas alors que les enseignants hommes dans cette province ont connu des phases importantes de creux au cours des années 1990, alors que la moyenne provinciale a augmenté de façon soutenue. L'Île-du-Prince-Édouard connaît la même situation alors que le nombre d'enseignants masculins a stagné de façon importante dans la deuxième moitié des années 1990 tandis que la population active totale a suivi exactement le creux de cette même période puis la croissance des années 2000 des femmes enseignantes de la province. Fait à noter, les autres provinces des Maritimes ont connu une stabilité étonnante de leur effectifs féminins, voire une stagnation, alors que Terre-Neuve-et-Labrador et le Nouveau-Brunswick affichaient respectivement 1,7% et 1,2% seulement de croissance pour cette tranche de la population active. Les hommes ont connu une instabilité importante dans ce secteur de l'emploi, les proportions variant entre 25% de croissance et 22% de





régression au cours du même exercice. La Nouvelle-Écosse est toutefois la seule province dont le nombre d'enseignants hommes est resté sous le chiffre plancher de 1990 pour toute la période à l'étude, inscrivant même une chute importante de quelque 13% en 2000, à 22% d'écart par rapport à 1990. Paradoxalement, c'est lors de cette même année 2000 que les cohortes d'enseignantes de la province ont augmenté (+12%) palliant la relative stagnation des effectifs lors de la décennie précédente.

Le Québec suit aussi cette tendance. Le nombre d'enseignants hommes est resté stable, malgré deux bonds marquants dans leurs cohortes de 1994 (18%) et de 2003 (20%). Encore une fois, les enseignantes de cette province ont poursuivi une progression constante et affichent quelque 40% d'augmentation en 2003 par rapport à 1990. Enfin, les provinces de l'Ouest de même que l'Ontario ont connu une période similaire alors que les cohortes d'enseignants hommes connaissent une très faible croissance et des résultats en dents de scie. Par contre, la situation s'est résorbée avec une hausse remarquée entre 2002 et 2003 pour terminer avec des résultats tout de même positifs, malgré plusieurs passages à vide pour chaque province. Le cas des enseignantes illustre une stabilité particulière pour la première moitié des années 1990. C'est par la suite que la situation se redresse et toutes les provinces connaissent des croissances importantes. En effet, dès 1999, la Saskatchewan notamment a vu sa population d'enseignantes bondir de 45% en un an seulement. L'Alberta enregistre un bond de 30% en 2001 dans son cas et le Manitoba augmente aussi sa population enseignante féminine de 30% entre 1998 et 2000.



Alors que le niveau de l'emploi à temps plein n'a augmenté que de 18% pour l'ensemble des enseignants du Canada ayant répondu à l'enquête, le niveau de l'emploi à temps partiel a de son côté connu une explosion lors de la même période, s'établissant à plus de 78% d'écart en 2003 par rapport à 1990. Du côté des grandes provinces de recensement, on observe une relative stabilité jusqu'à milieu des années 1990. C'est dès 1996 que les choses vont changer alors qu'on observe le début d'une importante augmentation du niveau d'emplois à temps partiel. C'est le Québec et la Colombie-Britannique qui partent le bal avec des pointes importantes pour le Québec en 1996 et pour la Colombie-Britannique en 1997. Ces deux provinces termineront en 2003 à 85% et 240% respectivement d'augmentation de leurs personnels enseignants hommes et femmes à temps partiel. L'Alberta connaît une poussée plus lente et ce n'est qu'entre 1997 et 2000 qu'une augmentation se fait sentir, propulsant son niveau d'enseignants à temps partiel à plus de 60% du niveau de référence de 1990. Quant à l'Ontario, une poussée tardive lui permet de rejoindre ces autres provinces en 2001 pour s'établir aussi à près de 60% d'augmentation de ses effectifs enseignant à temps partiel. Dans les provinces de l'ouest, un bref regard nous permet d'affirmer qu'il y a une augmentation convaincante du niveau d'emploi à temps partiel, malgré quelques baisses au fil de l'enquête. Ainsi, si on regarde le Manitoba, cette province connaît une croissance importante de ce secteur de l'emploi en enseignement, alors que le niveau atteint tout près de 140% d'augmentation en 2001. La Saskatchewan, quant à elle, va progresser tout au long de l'exercice pour voir son niveau d'emploi à temps partiel gonfler de 87,5% en 2003.



Chez les enseignants hommes, toutes les provinces sauf deux enregistrent une évolution très stable, jouant entre 2% et 6% d'augmentation seulement (voir le tableau et la figure 6 pour les hommes). L'Ontario se démarque à partir de 1993, alors que la province va connaître une croissance notable de 7% pour s'établir à 9% d'écart en 1997 par rapport à 10 ans auparavant. De la même façon, l'Alberta se démarque de la mêlée à partir de 1992, avec un bond de 5% pour s'établir à 7% en 1996. Faisant bande à part, le Québec va connaître une explosion de son pourcentage d'enseignants hommes à temps partiel, atteignant 21% d'augmentation en 10 ans. Pour la même province, on remarque que la proportion du travail à temps partiel chez les femmes varie suivant la même courbe et l'explosion s'effectue à partir de la même année (voir le tableau et la figure 7 pour les femmes). Toutefois, et ce à chaque année de l'enquête, le nombre de femmes travaillant à temps partiel est constamment supérieur de 5% par rapport aux hommes dans la même situation. Ainsi, si la croissance de la proportion de travail à temps partiel chez les hommes est de 5% en 1987, celle des femmes est de 11%. La situation se reproduit jusqu'en 1997 alors que la proportion pour les femmes est en croissance de 27% tandis que celles de leurs pairs masculins sont de 21%. La situation se reproduit en Ontario alors que la courbe de croissance chez les femmes est sensiblement la même que celle des hommes, mais constamment supérieure de 10% dans ce cas-ci.

Dans les autres provinces<sup>5</sup>, la situation des femmes est très révélatrice alors que le pourcentage de celles-ci travaillant à temps partiel est beaucoup plus élevé (entre 15% et 25% d'écart en général entre les deux sexes) que chez

---

<sup>5</sup> Les données pour les autres provinces ne sont pas présentées dans ce document.



les hommes et a augmenté dans chaque province depuis 1990. Alors que les provinces de la Saskatchewan et du Manitoba se stabilisent à une proportion de 20% de travailleurs à temps partiel, l'Alberta passe de 14% en 1987 à 24% en 1997 pour dépasser les deux premières. La Colombie-Britannique, quant à elle, a vu sa proportion de travail à temps partiel chez les femmes dépasser le cap de quart de la population enseignante féminine (28% en 1997 contre 23% en 1987). Enfin, du côté des provinces maritimes, on remarque encore ici que le pourcentage de travail à temps partiel est plus élevé pour les femmes. Alors que le temps partiel chez les femmes à l'Île-du-Prince-Édouard diminue de 2% en 10 ans, le pourcentage de celui-ci reste tout de même à 11% de la population active totale en éducation. À l'inverse, tandis que le Nouveau-Brunswick connaît une relative stabilité à ce niveau, les provinces de la Nouvelle-Écosse et de Terre-Neuve et Labrador voient ce pourcentage augmenter de 3% et de 4% respectivement, lors de la période visée par l'enquête.

#### **4. Salaire hebdomadaire moyen pour les enseignants 1997-2003**

Les éléments statistiques présentés au tableau et à la figure 8 nous permettent de décrire et de commenter l'évolution du salaire hebdomadaire des enseignants travaillant à temps plein. D'une manière générale, le salaire hebdomadaire des enseignants du Canada mentionnant travailler à temps plein a un peu augmenté entre 1997 et 2003. En effet, le salaire moyen de ceux-ci est passé de 907\$ à 985\$. L'Ontario (1040,67\$) et l'Alberta (1008,77\$) sont les seules provinces dont les enseignants oeuvrant à temps plein ont passé le cap symbolique du 1000\$ de salaire hebdomadaire moyen. La Colombie-Britannique n'est pas très loin derrière avec une moyenne de



997,50\$ mais sa progression a été marquée par des vagues et des diminutions importantes du salaire moyen de ses enseignants, notamment en 1999 et 2001. Seules ces trois provinces se situent au-dessus de la moyenne nationale au terme de l'enquête. Les quatre provinces des Maritimes, dont les revenus moyens hebdomadaires avoisinent les 800\$ (entre 760\$ et 804\$), vont connaître une mince augmentation leur permettant à peine de dépasser le cap de 900\$ (entre 840\$ et 947\$). La Saskatchewan et le Manitoba n'ont guère fait mieux alors que le salaire hebdomadaire de leurs enseignants à temps plein atteint chez eux 929,93\$ et 919,07\$ respectivement en 2003, selon un taux de croissance faible et très similaire aux provinces des Maritimes. Enfin, on remarque que la progression du Québec semble suivre celle de l'Alberta mais une baisse du salaire moyen en 2000 lui a fait perdre du terrain par rapport à la province de l'ouest. Elle clôture finalement l'exercice avec une croissance de quelque 10% pour atteindre 928,57\$ en 2003.

##### **5. Les heures *habituellement* travaillées et les heures *effectivement* travaillées**

Lors de l'enquête effectuée auprès des enseignants, il était demandé à chaque année aux répondants combien d'heures travaillaient-ils (-elles) en moyenne par semaine *habituellement*. Par la suite, il leur était demandé combien d'heure avaient-ils (-elles) *effectivement* travaillé lors de la dernière semaine. Nous présentons donc ce que l'ensemble des répondants du Canada ont mentionné pour ces deux questions lors des enquêtes 1990-2003 (pour les heures habituellement travaillées voir le tableau et la figures 9 et pour les heures effectivement travaillées voir le tableau et la figure 10).



**Évolution du personnel scolaire canadien des écoles primaires et secondaires**  
<http://www.teachcan.ca>

*Financé par CRSH dans le cadre de son programme Grands travaux de recherche concertée*

Dans l'ensemble, les enseignants canadiens des deux sexes disent avoir travaillé habituellement quelque 33,5 heures par semaine en 2003 alors qu'ils travaillaient plus de 37 heures en moyenne en 1990. Cette année-là toutefois, la majorité des provinces enregistrent plus de 37 heures habituellement travaillées et c'est le Québec qui se démarque de façon surprenante, alors que les enseignants sondés disaient travailler habituellement 33,8 heures par semaine en 1997. Si l'on peut d'emblée affirmer que les enseignants ont connu une baisse du nombre d'heures habituellement travaillées durant la période 1990-2003, cette baisse serait, fait étonnant, l'affaire d'une seule année alors que toutes les provinces ont connu une chute du nombre d'heure précisément en 1997 (voir la figure 106). Les périodes précédentes et subséquentes nous font voir des plateaux stables et peu variés. La baisse la plus marquée est celle de la Colombie-Britannique qui, en 1990, planait aux côtés des provinces les plus où les enseignants travaillaient le plus d'heures et qui rejoint le Québec en 2003 avec une moyenne de 32 heures par semaine habituellement travaillées.

Si les heures *habituellement* travaillées ont connu des baisses significatives entre 1990 et 2003, les heures *effectivement* travaillées par les enseignants canadiens ont connu peu de changement au cours de la même période. En effet, les enseignants canadiens qui ont répondu à l'enquête ont affirmé avoir travaillé en moyenne 29,6 heures en 2003, comparativement à 30,7 heures en 1990. Cette variation d'un peu plus d'une heure est caractéristique de l'ensemble des provinces, qui connaissent des baisses entre 0,6 heure et 2 heures travaillées par semaine. La province de Terre-Neuve-et-Labrador serait la seule à voir ses enseignants travailler plus d'heures en 2003 qu'en



1990, avec +0,8 heure de variation. Dans l'ensemble, on remarque un plateau d'heures effectivement travaillées entre 1993 et 1997 durant lequel les enseignants de toutes les provinces ont enregistré des sommets en termes d'heures effectivement travaillées. Ce plateau est curieusement suivi d'un creux de quelque deux heures dans certaines provinces (Québec, Alberta, Île-du-Prince-Édouard et Colombie-Britannique), faisant par le fait même baisser la moyenne canadienne d'environ 0,7 année. Le Québec se démarque par un nombre moins élevé d'heures effectivement travaillées par rapport à ses provinces voisines dès 1990, et la situation se répète en 2003. Dans ce dernier cas toutefois, il est rejoint par le Terre-Neuve-et-Labrador en 1994, puis par la Colombie-Britannique en 1999 pour le nombre d'heures travaillées le plus bas.

## **6. Les journées non travaillées**

Dans l'ensemble, le nombre de journées non travaillées *incluant* les congés de maternité a presque doublé au cours de la période 1990-2003 (voir le tableau et la figure 11). En 1990, il était de 8 jours en moyenne et a grimpé en 2003 à plus de 15 jours (15,5). La période répartie sur treize années est ponctuée de bien des soubresauts, mais la tendance de l'augmentation du nombre de journées non travaillées demeure somme toute bien présente. Cette tendance aurait été tout de même réduite à environ une demi-journée de plus par année, n'eut été de l'explosion du nombre de journées non travaillées à partir de 2002. Cette année-là, leur nombre moyen est passé de 11,2 jours à 14,9 jours. On peut immédiatement relier cette augmentation subite à l'accroissement du nombre de journées non travaillées en raison de la maternité chez les enseignantes. En effet, lorsque l'on compare cette



donnée aux données du tableau de l'évolution du nombre de jours non travaillés *excluant* les congés de maternité (voir le tableau et la figure 12), on se rend compte que ce dernier ne comporte pas une telle explosion du nombre de journées non travaillées en 2002. Tout au plus augmentent-elles de 0,4 journées entre 2001 et 2003. C'est la Saskatchewan qui connaît le bond le plus spectaculaire au passage de 2002, alors que le nombre de journées non travaillées passe de quelque 12,5 journées en 2001 à plus de 18 journées l'année suivante. Enfin, c'est le Québec qui se retrouve à l'autre bout du spectre, enregistrant la plus faible augmentation lors de cette courte période, soit en restant stable à 14,3 journées non travaillées entre 2001 et 2002. Au même moment, toutes les autres provinces enregistrent des bonds allant de 3 à 6 journées non travaillées au cours de la même période.

Les données disponibles auprès de Statistiques Canada ne nous ont pas permis d'aller au-delà de 1997 pour ce qui concerne les journées non travaillées, excluant les congés de maternité. En revanche, ces données nous permettent de remarquer de singulières différences entre le nombre de jours non travaillés *excluant* et *incluant* les congés de maternité. Ainsi, la moyenne canadienne de jours non travaillés excluant la maternité était de 7,6 jours comparativement à près de 11 jours lorsque l'on tient compte des congés de maternité. Par la suite, comme nous l'avons vu précédemment, les jours *incluant* les congés de maternité bondissent en 2002 et atteignent en 2003 15,5 jours. La même année, les jours non travaillés *excluant* les mêmes congés n'étaient que de 8,3 jours, soit à peine une journée de plus qu'en 1997. En fait, les journées non travaillées *excluant* les congés de maternité auraient connu une hausse significative n'eut été d'une baisse marquée de





ceux-ci à la toute fin de la période, notamment en Colombie-Britannique (-2,6 jours) et en Nouvelle-Écosse (-2 jours), deux provinces ayant connu des hausses importantes en 2002.

Si les données concernant les journées non travaillées excluant ou incluant les congés de maternité sont les mêmes pour les hommes (ce qui semble « normal » comme résultat), les données concernant les femmes enseignantes au Canada nous permettent en outre de dégager certaines conclusions. Ainsi, les congés de maternité semblent bien être la source principale de l'explosion du nombre de jours non travaillés au Canada chez les enseignantes alors que le nombre de jours non travaillés *excluant* ces congés présente peu de variation entre 1997 et 2003. Tout au plus, la variation aura été de moins de deux jours d'augmentation, comparativement à huit jours lorsque l'on inclut les congés de maternité. Fait étonnant, trois provinces des Maritimes voient le nombre de jours non travaillés diminuer au cours de la période de un à quatre jours, lorsque les congés de maternité ne sont pas inclus. Enfin, on remarque en dernière analyse que dans toutes les provinces, les congés de maternité représenteraient en 2003 plus de la moitié des journées non travaillées, alors qu'en 1997, ces mêmes congés ne représentaient que 25% ou moins des journées non travaillées totales.

## **7. Ratio élèves - éducateurs 1995-2000**

Le rapport entre le nombre d'élèves et le nombre d'éducateurs dans le système public a très peu changé dans les provinces entre 1995 et 2000. On remarque en effet que les provinces présentent des ratios tout de même stables pour toute la période concernée.



Pour le secteur public (voir le tableau et la figure 13), le Québec et la Nouvelle-Écosse sont les deux provinces à connaître la plus grande variation du ratio élèves - éducateurs, soit de -2,1 élèves par éducateur pour le Québec et de -2,3 élèves pour la Nouvelle-Écosse. C'est la Colombie-Britannique qui trône au sommet du graphique avec 20,3 élèves par éducateur au secteur public en 2003, suivi de l'Alberta (19,8 élèves). La Colombie-Britannique a conservé un ratio très stable pendant les cinq années tandis que l'Alberta a augmenté celui-ci de 0,7.

Si on compare les ratios élèves/éducateurs du secteur public à ceux du secteur privé de chaque province (voir le tableau et la figure 14 pour les données du secteur privé), on remarque qu'en 1995, le ratio du public fut supérieur à celui du privé dans six provinces sur dix. En 2000, c'est plutôt neuf provinces sur dix dont le ratio élèves/éducateurs est supérieur dans le secteur public des niveaux primaires et secondaires. Ainsi, seul le Québec possède un secteur privé qui surpasse le public, avec un ratio de 18,1 élèves par éducateurs en 1999-2000. C'est le plus haut ratio du secteur privé après l'Alberta qui, de son côté, a connu une forte hausse de ce ratio au secteur privé entre 1995 et 2000 (+9 élèves). La seule autre province à avoir connu une augmentation de ce ratio dans le secteur d'enseignement privé est la Colombie-Britannique qui a enregistré une faible hausse de 0,2 élève en cinq ans. Auparavant, c'était l'Île-du-Prince-Édouard qui affichait en 1995 le plus haut ratio dans le secteur privé (21,2 élèves par éducateur) mais celui-ci a constamment diminué à partir de 1996 pour s'établir à 16,1 en 2000.



## **8. Conclusion**

Certaines mises en garde s'imposent quant aux données présentées dans ce document et à celles accessibles sur le site Internet du projet. Bien que la période visée pour la description statistique s'étende de 1990 à 2005, il y a très peu de données accessibles couvrant entièrement cette période. Ensuite, il est très difficile de distinguer les enseignants des autres acteurs de l'éducation dans la plupart des données de Statistiques Canada, car très souvent ils sont regroupés sous l'étiquette « éducateurs ». De plus, plusieurs données proviennent d'enquêtes ponctuelles avec des échantillons de l'ensemble de la population du Canada, il est donc possible que la catégorie « enseignant » soit à l'occasion sous-représentée dans les échantillons recueillis, phénomène pouvant provoquer des fluctuations importantes dans les données. Finalement, les données retenues pour cette présentation ne représentent qu'un petit échantillon de ce qui est disponible et nul doute que d'autres recherches pourraient permettre d'enrichir ce qui a été produit dans le cadre de ce projet.